



Réunion ad hoc d'experts

**La révolution des données en Afrique du Nord :
Mettre les données au service de la transformation structurelle**

Tunis , Tunisie , 30-31 octobre 2018

Aide-Mémoire

I. Contexte

Au cours de la période précédant l'adoption de l'Agenda 2030, les États membres et le Système des Nations Unies ont largement reconnu la nécessité cruciale de renforcer à tous les niveaux la capacité des systèmes statistiques à produire des données fiables pour évaluer la mise en œuvre des Objectifs et les cibles de Développement Durable. Le plan décennal (2014-2023) de mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Afrique exige également des pays africains de produire beaucoup de statistiques. La demande de données désagrégées augmente le niveau de complexité pour les pays en développement, dont beaucoup ont déjà des difficultés à produire des statistiques de base qui répondent aux normes internationales.

Un autre défi que les pays doivent relever, est l'élaboration d'un cadre national d'indicateurs. Les discussions sur les indicateurs doivent être conduites sur la base des priorités nationales telles que reflétées dans les politiques de développement, plans et programmes. Ils se sont engagés à mettre en œuvre les ODD et à adopter tous les objectifs qui leur sont pertinents. Quant aux pays africains, outre les ODD, le continent a également adopté l'Agenda 2063 qui devient une autre référence dans l'élaboration du cadre national des indicateurs.

Compte tenu de l'importante demande des pays africains pour les appuyer dans le domaine des statistiques et des données, le Secrétaire Général de l'ONU a mis en place un Groupe de Haut Niveau (GHN), composé d'éminentes personnalités. Le rapport du GHN a mis en exergue un nouveau partenariat entre les gouvernements, les partenaires au développement et, surtout, la société civile afin de révolutionner les données et les statistiques nécessaires à l'atteinte des ODD et l'Agenda 2063. Depuis la publication du rapport du GHN, un appel a été lancé pour promouvoir la révolution des données, dont la Conférence de Haut Niveau (CHN) qui s'est tenue à Addis-Abeba, en mars 2015, au cours de la Huitième Conférence annuelle conjointe de la Commission économique pour l'Afrique et de la Commission de l'union africaine. Les ministres ont décidé à l'issue des résultats de la CHN, « d'encourager la révolution des données en Afrique à travers diverses communautés de données et une diversité des sources de données, l'utilisation des outils et des technologies innovantes... » (Résolution 923 [XLVII], 2). Aussi, à la Neuvième conférence annuelle conjointe, les ministres ont recommandé la mise en place d'une stratégie cohérente et d'un cadre intégré de suivi évaluation des deux agendas 2030 et 2063.

Des rapports récemment produits par des institutions internationales ou régionales ont conduit à une reconnaissance croissante du fait que l'exploitation de la révolution des données est essentielle pour accélérer le développement durable sur le continent. Dans ce contexte, le rapport de la CEA s'est focalisé sur la cartographie de l'écosystème de données en référence à la production, la distribution et l'utilisation des données, par les acteurs publics, privés et de la société civile, en relation avec les 17 Objectifs de développement durable des Nations Unies. Il s'est appuyé également sur des études de cas approfondies sur les écosystèmes nationaux de données dans dix pays d'Afrique : Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Nigéria, Rwanda, Sénégal, Afrique du Sud, Swaziland et Tanzanie. Aucun pays de l'Afrique du Nord n'a été sélectionné et il est nécessaire que cet état des lieux soit examiné dans cette partie du continent Africain afin d'y connaître les potentialités, les difficultés et les acteurs en matière de production de données.

II. Justification

Le Premier Forum mondial sur les données des Nations Unies, tenu en janvier 2017, à Cape Town, en Afrique du Sud, a été une plate-forme visant à intensifier la coopération entre les offices nationaux de statistiques, les gestionnaires de l'information et des technologies géo spatiales, les scientifiques, les représentants du gouvernement, les Organisations intergouvernementales et la société civile.

Organisé sous la direction de la Commission des Statistiques de l'ONU, avec le soutien de la Division de statistiques, du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (DESA) et du Groupe de Haut Niveau pour le partenariat, la coordination et le renforcement des capacités statistiques pour l'Agenda 2030, il a rassemblé plus de 2 000 spécialistes des données, issus notamment de services nationaux de statistiques, du secteur privé, d'organisations internationales, des milieux scientifiques et universitaires et d'organisations de la société civile, ainsi que des dirigeants politiques et des défenseurs du développement durable, pour répondre aux défis auxquels sont confrontés les pays afin de répondre aux exigences des ODD/Agenda 2030.

Ce forum a permis l'adoption d'un plan d'action mondial sur les données et qui a été approuvé par la Commission de Statistique de l'ONU en sa 48^{ème} session de mars 2017. Ce plan a défini six domaines stratégiques, chacun associé à plusieurs objectifs et actions de mise en œuvre qui sont :

- La coordination et le leadership stratégique sur les données pour le développement durable ;
- L'innovation et la modernisation des systèmes statistiques nationaux ;
- Le renforcement des activités et des programmes statistiques de base, en particulier pour répondre aux besoins de suivi évaluation de l'Agenda de 2030 ;
- La diffusion et l'utilisation de données de développement durable ;
- Les partenariats multipartites pour les données sur le développement durable et
- La mobilisation des ressources et coordination des efforts de renforcement des capacités statistiques.

L'Afrique du Nord reste et demeure l'une des sous-régions en avance en matière du développement statistique par rapport aux autres. Toutefois, les niveaux d'avancement varient d'un pays à l'autre, en fonction des capacités disponibles, des ressources humaines qualifiées et des technologies utilisées. Cependant, certains pays ont développé des politiques pour promouvoir l'*open data* ou le *big data* en préparation de la révolution des données. Nous pouvons citer la Tunisie comme un modèle dans le rapport de Open Data Watch (ODW)¹ de 2015, qui l'a classé au 14^{ème} rang sur 125 pays, premier pays nord-africain et premier pays arabe et deuxième au niveau africain dans le cadre de la production de l'analyse et la dissémination des statistiques officielles (Open Data Index).

C'est dans ce contexte de développements que le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord a pris l'initiative de réaliser une étude pour dresser un état des lieux de l'écosystème des données en Afrique du Nord afin d'identifier les bonnes pratiques, les bonnes initiatives en termes de développement statistiques, les outils et les technologies innovantes utilisés pour la production et la dissémination des statistiques, les défis rencontrés et les solutions apportées pour rendre la révolution des données effective.

L'organisation de la réunion d'experts (EGM) sera une nouvelle opportunité offerte à la sous-région de poursuivre le débat à la suite des résultats de l'étude sur le thème : « la révolution des données en Afrique du Nord : mettre les données au service de la transformation structurelle », une thématique qui a été au centre des discussions du premier Forum mondial des Nations unies sur les données, qui s'est tenu du 15 à Cape Town, en Afrique du Sud.

¹ « Open Data Watch » est une organisation non gouvernementale à but non lucratif qui suit les progrès et les politiques mis en œuvre pour l'ouverture des données statistiques officielles dans le monde.

III. Objectif de la réunion

L'objectif principal de la réunion d'experts est de faire un examen complet de l'écosystème de données dans la perspective de la révolution des données émergentes fondée sur des statistiques économiques et sociales de qualité nécessaire à la transformation économique et à la réalisation des ODD / Agenda 2063 en Afrique du Nord. Sur la base de cet examen, la réunion visera également à identifier les problèmes communs auxquels sont confrontés les pays et à proposer des plans d'action applicables dans le contexte de la sous-région. La rencontre devrait donc permettre d'identifier et soutenir les intervenants dans la chaîne de production des données en Afrique du Nord qui travaillent à satisfaire la nouvelle demande de données des ODD et de l'Agenda 2063.

La révolution des données en Afrique du Nord contribuera à renforcer la capacité des systèmes statistiques nationaux à collecter, rassembler et analyser les données. Ceci, à son tour, assurera un approvisionnement fiable des statistiques économiques de base nécessaires pour suivre et évaluer les progrès vers les ODD et la transformation structurelle pour l'Afrique du Nord :

- a) Evaluer la situation actuelle de l'écosystème des données en Afrique du Nord à travers les pays. Cet état des lieux servira de référence par rapport à laquelle les progrès de la révolution des données pourront être évalués au cours des prochaines années
- b) Evaluer les besoins en infrastructure, leur nature et leurs impacts sur les protocoles régissant la production de données, l'ouverture, l'analyse, la confidentialité et l'éthique en Afrique du Nord, sur la base des systèmes de données ouvertes, les mégadonnées et les innovations
- c) Analyser les nouveaux besoins en données pour le suivi des ODD et de l'Agenda 2063, identifier les lacunes et les nouvelles sources de données
- d) Analyser le rôle des nouvelles technologies, l'utilisation des réseaux mobiles et des systèmes d'informations géographiques et leurs impacts sur la façon dont les données sont collectées, analysées, partagées et diffusées
- e) Identifier les communautés de données dans les pays lors de l'évaluation et les zones potentielles ou existantes pour une éventuelle coopération et délibérer sur les façons d'orienter les composantes de l'écosystème des données afin de créer un environnement plus favorable au partenariat.
- f) Partager les bonnes pratiques de la révolution des données et faire le bilan des innovations
- g) Promouvoir le rôle de coordination des bureaux nationaux de statistique dans l'écosystème des données.

IV. Résultats escomptés

Le résultat immédiat escompté de la réunion ad hoc d'experts est d'aboutir à un rapport exhaustif révisé sur la révolution des données en Afrique du Nord, notamment les bonnes pratiques, les leçons tirées et les recommandations pour améliorer la production des données statistiques pour pouvoir mieux rendre compte de la mise en œuvre des ODD et l'Agenda 2063. Ainsi, la réunion permettra d'identifier :

- Les compléments d'informations pour améliorer le rapport de l'étude sur la révolution des données en Afrique du Nord comme atout à la transformation structurelle ;
- Les bonnes pratiques et les défis pour la mise en œuvre de la révolution des données en Afrique du Nord et le suivi des ODD sont partagés ;
- Les domaines de renforcement de capacités et des recommandations nécessaires pour orienter les politiques publiques et les réformes nécessaires dans les pays et des acteurs clés ;
- La validation par les experts du rapport de l'étude.

Ces recommandations seront présentées au comité intergouvernemental d'experts du Bureau Afrique du Nord de la CEA (octobre 2018).

V. Organisation et format de la réunion

La réunion se déroulera sous forme de séances plénières. Le rapport sur la révolution des données en Afrique du Nord : mettre les données au service de la transformation structurelle sera présenté aux participants, ils pourront ainsi prendre connaissance et discuter des présentations des divers experts. Les Pays Membres recevront plus tard la version finale dudit rapport.

VI. Participation

La participation à la réunion est ouverte aux ministères, administrations et institutions nationales en charge du développement économique et social, des statistiques et du développement durable, aux représentants des organisations du secteur privé, aux universités et centres de recherche, aux agences du Système des Nations Unies et aux autres partenaires au développement de la sous-région.

VII. Documentation

La documentation de la réunion comprendra : le présent aide-mémoire, le programme de la réunion, les communications qui seront présentées par les experts et le rapport de l'étude élaboré par le Bureau

VIII. Date et lieu de la réunion

La réunion aura lieu les 30 et 31 octobre 2018 au siège de l'UTICA à Tunis (République de la Tunisie).

IX. Langues de travail

Les langues de travail de la réunion sont le français, l'anglais et l'arabe.

X. Contacts

Pour plus d'informations sur l'organisation de la réunion, veuillez contacter

Point focal - Coordination

Omar Ismael Abdourahman

Email : abdourahman@un.org

Isidore Kahoui

Email: kahoui@un.org

Knowledge Management

Salem Sebbar

Email: sebbar@un.org

Communication

Houda Filali-Ansary

Email : filali-ansary@un.org

Documentation

Mohammed Mosseddek

Email : mosseddek.uneca@un.org

Administration / logistique

Lahcen Hmade

Email : hmade@un.org

Secrétariat

Naima Sahraoui

Email : sahraoui.uneca@un.org

Tél. (Bureau) : (+212) 537 71 56 13/537 71 78 29